



**COMMUNE DE MOUSSEY**

Nombre de membres			
du conseil municipal	en exercice	Présents	Pouvoirs
15	14	12	2
Votants	Pour	Contre	Abstention
12+2	14	0	0
SCRUTIN ORDINAIRE			
Date de convocation		Date d'affichage	
08/01/2022		08/01/2022	

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 13 janvier 2022

**Délibération n°2-2022**

L'an deux mille vingt-deux, le treize janvier à vingt heures, les membres du conseil municipal légalement convoqués se sont réunis en mairie sous la présidence de Monsieur Bruno FARINE, Maire.

**Membres présents :** Bruno FARINE, Marie-Bénédicte BRUN, Michèle HOELTZENER-THOYER, François TALBOT, Sonia DAVID, Damien EVRARD, Véronique REGNAULT, Marceline MATRAT, Christian GILBERT, Frédéric COLLARD, Nicolas CHARPENTIER, et Pascal DELAUNAY.

**Membres absents excusés :** Solène VAILLOT ayant donné pouvoir à Sonia DAVID, et Gilles ALLAIN ayant donné pouvoir à Frédéric COLLARD.

François TALBOT a été désigné secrétaire de séance.

**Objet : Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) : Approbation de la modification simplifiée n°1.**

Monsieur le Maire expose que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Moussey et l'exposé de ses motifs a été porté à la connaissance du public, suite à la délibération du 4 novembre 2021, et l'avis paru dans la presse le 10 novembre 2021 pour une mise à disposition du 20 novembre 2021 au 21 décembre 2021. La population a ainsi eu la possibilité de formuler des observations pendant ce délai d'un mois.

Monsieur le Maire indique au conseil municipal que les services de l'Etat et les personnes publiques associées ont pu donner leur avis suite à la notification de ce dossier. Il souligne qu'aucune remarque n'a été exprimée par les services ni pendant la mise à disposition des documents au public.

Il appartient maintenant au conseil municipal d'approuver la modification simplifiée n°1 du PLU.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L101-1, L101-2 et L153-45 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal de Moussey du 24 juin 2013 approuvant le PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal du 15 juillet 2021 ayant approuvé la modification n°1 du PLU ;

Vu les avis des services de l'Etat et « PPA » ;

Vu la réponse de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 6 octobre 2021 soulignant que « Suite à la décision du Conseil d'Etat du 19 juillet 2017, il est recommandé de procéder à un examen au cas par cas pour les dossiers relatifs à des modifications. Cependant, cet examen n'apparaît pas comme nécessaire dans le cadre d'une modification ayant pour seul objet une erreur matérielle. » ;

Vu l'avis de mise à disposition du public et le bilan de cette mise à disposition présenté par Monsieur le Maire et indiquant qu'aucune remarque n'a été formulée sur le contenu du dossier de modification simplifiée n°1 ;

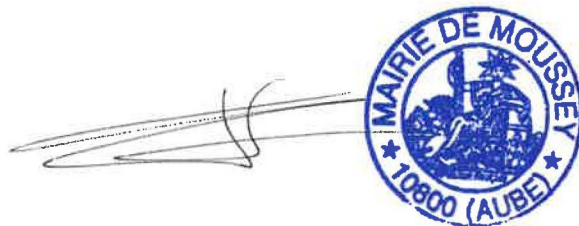
Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme ;

Après entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- APPROUVE le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- APPROUVE la modification simplifiée n°1 du PLU de Moussey,
- DIT que la présente délibération va faire l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion en caractères apparents dans une journal diffusé dans le département,
- DIT que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture, du 1<sup>er</sup> jour d'affichage en mairie et de la parution dans la presse,
- DIT que le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Moussey sera tenu à la disposition du public à la mairie ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires de l'Aube aux jours et heures habituels d'ouverture.

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Bruno FARINE

Acte rendu exécutoire  
par affichage du **15 JAN. 2022**  
au *17.03.2022*  
Le Maire, Bruno FARINE





**COMMUNE DE MOUSSEY**

Nombre de membres			
du conseil municipal	en exercice	Présents	Pouvoirs
15	14	13	1
Votants	Pour	Contre	Abstention
13+1	14	0	0
SCRUTIN ORDINAIRE			
Date de convocation		Date d'affichage	
10/07/2021		10/07/2021	

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 15 juillet 2021

**Délibération n°32-2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à vingt heures, les membres du conseil municipal légalement convoqués se sont réunis en mairie sous la présidence de Monsieur Bruno FARINE, Maire.

**Membres présents :** Bruno FARINE, Marie-Bénédicte BRUN, François TALBOT, Michèle HOELTZENER-THOYER, Sonia DAVID, Damien EVRARD, Véronique REGNAULT, Marceline MATRAT, Christian GILBERT, Frédéric COLLARD, Nicolas CHARPENTIER, Solène VAILLOT, et Gilles ALLAIN.

**Membre absent excusé :** Pascal DELAUNAY ayant donné pouvoir à Frédéric COLLARD.

Michèle HOELTZENER-THOYER a été désignée secrétaire de séance.

**Objet : Modification du PLU et ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUY.**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que le Plan Local d'Urbanisme de Moussey approuvé par délibération du conseil municipal en date du 24 Juin 2013 nécessitait une adaptation afin de permettre l'extension de la zone d'activités dite « de l'Osière » telle que prévue avec l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUY de façon à adapter le développement de ce secteur et de supprimer une partie de l'emplacement réservé n°2 suite à une décision du Tribunal Administratif.

Ces adaptations nécessitent la mise à jour :

- des Orientations d'Aménagement et de Programmation (Document n°2) pour la définition de principes d'aménagement sur la nouvelle zone 1AUY,
- du règlement écrit (Document n°3) pour la définition de dispositions réglementaires applicables à la nouvelle zone 1AUY,
- des plans de zonage (Plans 1a, 1b et 1c) pour le reclassement de la zone 2AUY en zone 1AU et en zone agricole, le classement d'une partie de la zone 1AUW en zone agricole, la suppression de l'emplacement réservé n°1 et des flèches de principe d'accroche de voirie et la suppression d'une partie de l'emplacement réservé n°2.

Monsieur le Maire rappelle également que le projet de modification n°1 du PLU de Moussey a été notifié aux services de l'Etat et Personnes Publiques Associées au titre des articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle que le projet de modification n°1 du PLU de Moussey a été soumis à enquête publique du Mardi 11 Mai 2021 au Mardi 15 Juin 2021 par l'arrêté n°22/2021 du 15 Avril 2021. Au cours de cette enquête, 2 observations ont été exprimées par le public.

Monsieur le Maire présente les observations faites sur le projet de modification n°1 du PLU suite à cette à la notification des services de l'Etat et Personnes Publiques Associées et au cours de l'enquête

publique dont les réponses suivantes ont été apportées :

## **OBSERVATIONS DES SERVICES DE L'ETAT ET PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES**

### **Direction Départementale des Territoires**

1- Il est demandé de supprimer le terme « structurante » pour la zone d'activités artisanale de Moussey et lui substituer la notion « de proximité » pour être en cohérence avec le DOO du SCoT des Territoires de l'Aube.

2- Il est demandé un ajout relatif au risque naturel de type « retrait/gonflement des sols argileux » existant dans plusieurs des parcelles de cette zone 1AUUY.

#### **Adaptations apportées au dossier de la modification n°1 du PLU :**

1- Le terme « structurante » est remplacé par la notion « de proximité » au sein de la note de présentation (Document 0.1)

2- Un titre III.4 est ajouté à la note de présentation (Document 0.1) afin de présenter la nouvelle cartographie relative au risque naturel de type « retrait/gonflement des sols argileux » et d'identifier les parcelles concernées par des aléas fort et moyen. Ce titre permet également de présenter la nouvelle réglementation applicable à ce type de risque et à ces niveaux d'aléas.

### **Chambre d'Agriculture**

La Chambre d'Agriculture signale qu'un des plans du dossier ne comporterait pas le nouveau tracé du chemin de l'association foncière et qu'il conviendrait donc de le reporter sur les plans de zonage et sur les extraits de plans présents au sein de la note de présentation de la modification n°1 (Document 0.1).

#### **Adaptations apportées au dossier de la modification n°1 du PLU :**

Le nouveau découpage parcellaire faisant apparaître le nouveau chemin de l'association foncière est indiqué à titre indicatif sur les plans de zonage par un trait rouge.

Les extraits de plans de la note de présentation de la modification n°1 (Document 0.1) sont remplacés en conséquence.

## **OBSERVATIONS EXPRIMEES PAR LE PUBLIC**

### **Observation n°1 :**

La société APRR (Autoroutes Paris-Rhin-Rhône) rappelle ses contraintes et ses enjeux notamment en matière de sécurité des installations, des utilisateurs de l'autoroute et de pollutions des eaux pluviales de ruissellement. Elle demande également que la haie végétale de 5 m de large, entourant cette zone 1AUUY, y compris la partie située dans la bande de 100 m, ne devienne pas une gêne pour l'entretien des clôtures autoroutières. Elles souhaitent que les autorités responsables des PLU et des permis de construire veillent à réduire au maximum tout ce qui pourrait attirer l'attention des conducteurs, réduire leur concentration et provoquer des phénomènes d'éblouissement, de réverbérations, les reflets sur les matériaux brillants et réfléchissants.

#### **Adaptations apportées au dossier de la modification n°1 du PLU :**

Aucun changement n'est apporté aux pièces du PLU.

En effet, comme le rappelle Monsieur le Maire en réponse au procès-verbal de l'enquête publique : « il est tenu compte de l'interdiction de construire dans la bande des 100 mètres ». La configuration de la zone d'activités ouverte sur la RD25 et connectée aux réseaux Eau, Assainissement, Electricité, Téléphone sur cette même RD 25 a pour conséquence qu'aucune demande dérogatoire portée par l'article L.111-7 ne pourrait être justifiée à l'extrémité Nord de la

zone.

*A ce jour, l'APRR entretient les clôtures autoroutières à partir de la zone d'emprise APRR ; il sera porté une attention particulière aux plantations réalisées à l'angle de la zone de façon à ne pas créer de gêne à l'entretien des clôtures.*

*Les voies d'autoroute sont au droit de la zone d'activités encaissées de plusieurs mètres par rapport au terrain naturel, de 5 à 8 mètres. En conséquence, les craintes liées à la sécurité - attirer l'attention - réduire la concentration - éblouissement - réverbérations, sont non fondées.*

Observation n°2 :

Il est demandé une modification de l'article 10 du règlement de la nouvelle zone 1AUY afin que les hauteurs des constructions (identiques à celles de la zone UY mitoyenne) soient augmentées d'1 m, soit 8 m au lieu de 7 m à l'égout, et 12 m au lieu de 11 m au faitage). Cette modification facilitera l'utilisation des engins, notamment de manutention et de levage, qui fonctionnent à des hauteurs de plus en plus élevées.

Adaptations apportées au dossier de la modification n°1 du PLU :

*Le règlement écrit est adapté dans ce sens puisque cette demande limitée à un seul mètre est de nature à faciliter les activités professionnelles susceptibles de s'installer sur cette zone d'activités de proximité.*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.101-1, L.101-2, L.153-37 et suivants, R.153-21 et R153-22 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 24 juin 2013 approuvant le PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal du 5 novembre 2020 prescrivant la modification n°1 du PLU ;

Vu les notifications du projet de la modification n°1 du PLU de Moussey aux services de l'Etat et aux personnes publiques associées ;

Vu l'arrêté municipal n°22/2021 du 15 avril 2021 soumettant le projet de modification n°1 du PLU à enquête publique ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée du Mardi 11 mai 2021 au Mardi 15 juin 2021 ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur et les conclusions de celui-ci en date du 3 juillet 2021 ;

Vu la décision n°MRAe 2021DKGE20 du 9 février 2021 ne soumettant pas à évaluation environnementale le projet de modification n°1 du PLU de Moussey ;

Vu les avis favorables sans réserve de la Chambre de Commerce et d'Industrie, du SCoT des Territoires de l'Aube, de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers et de Troyes Champagne Métropole ;

Vu les avis favorables avec remarques de la Direction Départementale des Territoires et de la Chambre d'Agriculture ;

Considérant qu'après examen de l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Chambre d'Agriculture, des conclusions du commissaire enquêteur, des réponses émises par la commune aux observations des services de l'Etat et Personnes Publiques Associées et du public, la commune a suivi les avis et recommandation du commissaire enquêteur et a répondu favorablement aux demandes des services de l'Etat et Personnes Publiques Associé et l'observation n°2 du public ;

Considérant que le PLU modifié peut être approuvé suite aux adaptations résultants de l'enquête publique ;

Le conseil municipal, après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité :

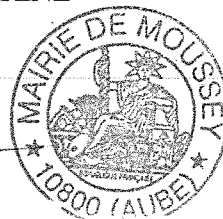

- APPROUVE la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Moussey,

- DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage à la mairie durant un mois et sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
- DIT que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture, du 1<sup>er</sup> jour d'affichage en mairie et de la parution dans la presse,
- DIT que le dossier de modification n°1 du PLU de Moussey sera tenu à la disposition du public en mairie ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires de l'Aube aux jours et heures habituels d'ouverture.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Bruno FARINE

Acte rendu exécutoire  
par affichage du 17 JUIL. 2021  
au 19.09.21  
Le Maire, Bruno FARINE





**Département de l'Aube  
Arrondissement de Troyes**

**COMMUNE DE MOUSSEY**

Nombre de membres			
du conseil municipal	en exercice	Présents	Pouvoirs
15	15	12	2
Votants	Pour	Contre	Abstention
12 + 2	12 + 2	0	0
Date de convocation		Date d'affichage	
18/06/2013		18/06/2013	

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 24 juin 2013

**Délibération n° 19-2013**

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juin à vingt heures, les membres du conseil municipal légalement convoqués se sont réunis en mairie sous la présidence de Monsieur Bruno FARINE, Maire.

**Membres présents :** Bruno FARINE, Jean-Loup THOYER, Chantal BIGET, Christophe PACOT, Michel DEGOIS, Claudine VILLETET, Sonia DAVID, Richard BEL, Hervé SCHALLER, Sylvie FAYS, Claudine KACZAN et Yves TOURNEMEULLE

**Membre absent excusé :** Jean-Pierre JORIS ayant donné pouvoir à Jean-Loup THOYER, Christophe LEBLANC ayant donné pouvoir à Christophe PACOT.

**Membre absent :** Olivier HENNEQUIN.

Christophe PACOT a été élu secrétaire de séance.

**Objet : Approbation du plan de zonage d'assainissement communal**

Vu la réglementation en vigueur :

- Loi sur l'Eau du 30 décembre 2006
- les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement
- l'arrêté du 22 juin 2007, relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées repris par l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales
- les deux arrêtés du 7 septembre 2009 relatifs à l'assainissement non collectif et au contrôle de l'assainissement non collectif, modifiés par les arrêtés des 7 mars et 27 avril 2012.
- la circulaire n° 97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif.
- le Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L-222410 du CGCT.
- les articles L123-1 et suivants et R 123-1 à R123-25 du Code de l'Urbanisme.
- les articles L1331-1 et suivants du Code de la Santé Publique.

Vu la délibération approuvant le plan de zonage d'assainissement de la commune de Moussey en date du 01/03/2007,

Vu l'arrêté municipal 1/2013 du 15 janvier 2013 prescrivant la modification du zonage d'assainissement,

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé ;

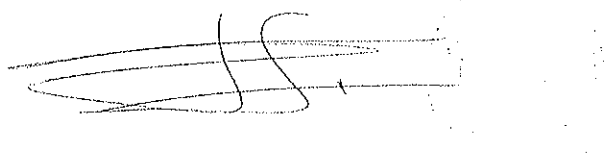
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal:

- décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente ;
- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement, d'un affichage en mairie de Moussey durant un mois et d'une mention dans les deux journaux quotidiens du département ;
- dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :
  - en mairie de Moussey aux heures habituelles d'ouverture au public
  - en préfecture de l'Aube.
- dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

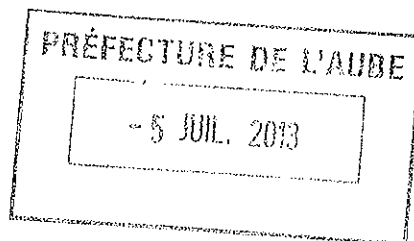
**Pièce jointe : plan de zonage annexé à cette délibération**

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Bruno FARINE



Acte rendu exécutoire après  
dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du  
*Le Maire, Bruno FARINE*





**Département de l'Aube  
Arrondissement de Troyes**

**COMMUNE DE MOUSSEY**

Nombre de membres			
du conseil municipal	en exercice	Présents	Pouvoirs
15	15	12	2
Votants	Pour	Contre	Abstention
12 + 2	12 + 2	0	0
Date de convocation		Date d'affichage	
18/06/2013		18/06/2013	

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 24 juin 2013

**Délibération n° 18-2013**

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juin à vingt heures, les membres du conseil municipal légalement convoqués se sont réunis en mairie sous la présidence de Monsieur Bruno FARINE, Maire.

**Membres présents** : Bruno FARINE, Jean-Loup THOYER, Chantal BIGET, Christophe PACOT, Michel DEGOIS, Claudine VILLETET, Sonia DAVID, Richard BEL, Hervé SCHALLER, Sylvie FAYS, Claudine KACZAN et Yves TOURNEMEULLE

**Membre absent excusé** : Jean-Pierre JORIS ayant donné pouvoir à Jean-Loup THOYER, Christophe LEBLANC ayant donné pouvoir à Christophe PACOT.

**Membre absent** : Olivier HENNEQUIN.

Christophe PACOT a été élu secrétaire de séance.

**Objet : Suppression des plans d'alignement des routes départementales / résultat de l'enquête publique / avis du conseil municipal**

Des routes départementales transitent par le territoire de la commune de Moussey.

Des plans d'alignement ont été institués en 1850 et 1860. A l'occasion de la révision n° 1 du P.L.U., le conseil municipal a souhaité supprimer ces plans d'alignement devenus inadaptés, en accord avec le département de l'Aube. Ces plans ont été mis à disposition lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15/02/2013 au 16/03/2013.

Vu l'absence d'observation du public,

Vu les conclusions du commissaire enquêteur ayant émis un avis favorable,

Vu les délibérations du département de l'Aube en date du 3 juin 2013,

Les membres présents DECIDENT de supprimer les plans d'alignement départementaux.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Bruno FARINE

Acte rendu exécutoire après  
dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du  
*Le Maire, Bruno FARINE*



**Département de l'Aube  
Arrondissement de Troyes**

**COMMUNE DE MOUSSEY**

Nombre de membres			
du conseil municipal	en exercice	Présents	Pouvoirs
15	15	12	2
Votants	Pour	Contre	Abstention
12 + 2	12 + 2	0	0
Date de convocation		Date d'affichage	
18/06/2013		18/06/2013	

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 24 juin 2013

**Délibération n° 17-2013**

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juin à vingt heures, les membres du conseil municipal légalement convoqués se sont réunis en mairie sous la présidence de Monsieur Bruno FARINE, Maire.

**Membres présents :** Bruno FARINE, Jean-Loup THOYER, Chantal BIGET, Christophe PACOT, Michel DEGOIS, Claudine VILLETET, Sonia DAVID, Richard BEL, Hervé SCHALLER, Sylvie FAYS, Claudine KACZAN et Yves TOURNEMEULLE

**Membre absent excusé :** Jean-Pierre JORIS ayant donné pouvoir à Jean-Loup THOYER, Christophe LEBLANC ayant donné pouvoir à Christophe PACOT.

**Membre absent :** Olivier HENNEQUIN.

Christophe PACOT a été élu secrétaire de séance.

**Objet : Droit de Prémption Urbain (D.P.U.)**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU la loi n° 85-729 en date du 18 juillet 1985, relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et notamment son article 6 créant un droit de préemption urbain,

VU les articles L.211.1 à L.211.5 et R.211.1 à R.211.8 du Code de l'Urbanisme,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 02/02/1995 instituant un droit de préemption urbain,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29/06/2000 modifiant le droit de préemption urbain, dans le sens où il est étendu à l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2013 approuvant la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

D E C I D E :

## **ARTICLE 1 :**

Le périmètre d'exercice du droit de préemption urbain est modifié consécutivement à la révision n° 1 du Plan d'Occupation des Sols / Plan Local d'Urbanisme.

Le Droit de Préemption Urbain (D.P.U.) s'appliquera dorénavant à l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU).

## **ARTICLE 2 :**

La présente délibération prendra effet lorsque les mesures de publicité auront été effectuées :

- affichage en mairie
- mention dans les deux journaux locaux

De plus, cette délibération accompagnée des plans correspondants sera adressée à titre d'information :

- au Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- au Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au greffe du Tribunal de Grande Instance,
- au Préfet de l'Aube,
- au Directeur Départemental des Territoires.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Bruno FARINE



Acte rendu exécutoire après  
dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du  
*Le Maire, Bruno FARINE*

**Département de l'Aube  
Arrondissement de Troyes**

**COMMUNE DE MOUSSEY**

Nombre de membres			
du conseil municipal	en exercice	Présents	Pouvoirs
15	15	12	2
Votants	Pour	Contre	Abstention
12 + 2	11 + 2	1	0
Date de convocation		Date d'affichage	
18/06/2013		18/06/2013	

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 24 juin 2013

**Délibération n° 16-2013**

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juin à vingt heures, les membres du conseil municipal légalement convoqués se sont réunis en mairie sous la présidence de Monsieur Bruno FARINE, Maire.

**Membres présents :** Bruno FARINE, Jean-Loup THOYER, Chantal BIGET, Christophe PACOT, Michel DEGOIS, Claudine VILLETET, Sonia DAVID, Richard BEL, Hervé SCHALLER, Sylvie FAYS, Claudine KACZAN et Yves TOURNEMEULLE

**Membre absent excusé :** Jean-Pierre JORIS ayant donné pouvoir à Jean-Loup THOYER, Christophe LEBLANC ayant donné pouvoir à Christophe PACOT.

**Membre absent :** Olivier HENNEQUIN.

Christophe PACOT a été élu secrétaire de séance.

**Objet : Approbation de la révision n° 1 du plan local d'urbanisme (P.L.U.)**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 07/11/1991 approuvant le P.O.S.,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/06/2000 approuvant la modification n° 1 et la délibération du 06/07/2006 approuvant la modification n° 2 du P.O.S.,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 20/09/2005 approuvant la mise à jour du P.O.S.,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26/06/2008 prescrivant la révision n° 1 du P.O.S./P.L.U. et définissant les objectifs et les modalités de la concertation,

Vu les éléments du porte à connaissance transmis par le représentant de l'Etat dans le département,

Vu le débat organisé le 01/07/2010 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 26/04/2012 tirant le bilan de la concertation,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 26/04/2012 arrêtant le projet de révision du P.O.S./P.L.U.,

Vu les avis des personnes publiques consultées sur le projet de P.L.U. arrêté en application de l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal du 15/01/2013 soumettant le projet de P.L.U. à enquête publique,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 février 2013 au 16 mars 2013,

Vu les avis émis au cours de l'enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Considérant l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 24/06/2013 apportant des modifications avant l'approbation de la révision n° 1 du P.O.S./P.L.U.,

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet de modifications qui ne remettent pas en cause l'économie générale du P.L.U. tel qu'il a été soumis à enquête publique,

Considérant que la révision du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée conformément à l'article L. 123-10 du code de l'Urbanisme,

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

Le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Moussey est approuvé tel qu'il est annexé à la présente.

### **ARTICLE 2**

Le dossier du Plan Local d'Urbanisme révisé comprend les pièces suivantes :

#### **DOCUMENTS GRAPHIQUES**

Plan n°1	Règlement graphique au 1/5000 <sup>ème</sup>
Plan n°2	Annexe : Servitudes d'Utilité Publique
Plan n°3	Réseau d'alimentation en eau au 1/5000 <sup>ème</sup>
Plan n°4	Annexe : Réseau d'assainissement au 1/5000 <sup>ème</sup>
Plan n°5	Annexe : Plan des infrastructures de transports terrestres classées bruyantes au 1/5000 <sup>ème</sup>
Plan n°6	Annexe : Zones d'Aménagement Concerté au 1/5000 <sup>ème</sup>

#### **DOCUMENTS ECRITS**

Document 0	Rapport de présentation
Document 1	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
Document 2	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Document 3	Règlement
Document 4	Annexe : Liste des Servitudes d'Utilité Publique
Document 5	Annexes sanitaires
Document 6	Annexe : Bruit
Document 7	Annexe : Taxe d'aménagement

### ARTICLE 3

Il est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de Moussey aux jours et heures habituels d'ouverture,
- dans les locaux de la Direction Départementale des Territoires de l'Aube, du lundi au vendredi de chaque semaine de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00.

### ARTICLE 4

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de l'Aube.

### ARTICLE 5

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Aube et à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Aube.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Bruno FARINE



Acte rendu exécutoire après  
dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du  
*Le Maire, Bruno FARINE*



**Département de l'Aube  
Arrondissement de Troyes**

**COMMUNE DE MOUSSEY**

Nombre de membres			
du conseil municipal	en exercice	Présents	Pouvoirs
15	15	12	2
Votants	Pour	Contre	Abstention
Date de convocation		Date d'affichage	
18/06/2013		18/06/2013	

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 24 juin 2013

**Délibération n° 15-2013**

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juin à vingt heures, les membres du conseil municipal légalement convoqués se sont réunis en mairie sous la présidence de Monsieur Bruno FARINE, Maire.

**Membres présents :** Bruno FARINE, Jean-Loup THOYER, Chantal BIGET, Christophe PACOT, Michel DEGOIS, Claudine VILLETET, Sonia DAVID, Richard BEL, Hervé SCHALLER, Sylvie FAYS, Claudine KACZAN et Yves TOURNEMEULLE

**Membre absent excusé :** Jean-Pierre JORIS ayant donné pouvoir à Jean-Loup THOYER, Christophe LEBLANC ayant donné pouvoir à Christophe PACOT.

**Membre absent :** Olivier HENNEQUIN.

Christophe PACOT a été élu secrétaire de séance.

**Objet : Modification du plan local d'urbanisme (P.L.U.) avant approbation de la révision n° 1**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 07/11/1991 approuvant le P.O.S.,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/06/2000 approuvant la modification n° 1 et la délibération du 06/07/2006 approuvant la modification n° 2 du P.O.S.,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 20/09/2005 approuvant la mise à jour du P.O.S.,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26/06/2008 prescrivant la révision n° 1 du P.O.S./P.L.U. et définissant les objectifs et les modalités de la concertation,

Vu le débat organisé le 01/07/2010 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 26/04/2012 tirant le bilan de la concertation,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 26/04/2012 arrêtant le projet de révision du P.O.S./P.L.U.,

Vu les avis des personnes publiques consultées sur le projet de P.L.U. arrêté en application de l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal du 15/01/2013 soumettant le projet de P.L.U. à enquête publique,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 février 2013 au 16 mars 2013,

Vu les avis émis au cours de l'enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Considérant l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,

Considérant qu'il convient de se prononcer sur les avis émis dans le cadre de la consultation des personnes publiques et sur les observations émises lors de l'enquête publique,

Considérant que les observations émises justifient quelques modifications mineures du P.L.U. tel qu'il a été arrêté le 26/04/2012 et que ces modifications ne remettent pas en cause son économie générale,

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré.

## DECIDE

### ARTICLE 1

L'examen des observations émises dans le cadre de la consultation des services ainsi que dans le cadre de l'enquête publique conduit aux décisions suivantes :

• **EXAMEN DES REMARQUES EMISES DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

Le hameau de Savoie :

<i>Observation émise</i>	<i>Avis du Commissaire Enquêteur</i>	<i>Réponse de la commune</i>	<i>Vote</i>
<i>Observation de Mme VIGNERON qui demande que sa parcelle AE 85 soit intégrée en UC dans le prolongement de la limite de la parcelle voisine cadastrée AE87 dans l'objectif de construire une annexe.</i>	<i>« A la vue du projet exposé, il serait opportun d'accéder à la demande de Mme VIGNERON de classer sa parcelle déjà desservie par la voirie et l'eau, en zone UC en continuité du tissu urbain existant. »</i>	Cette parcelle faisant partie d'une unité foncière desservie en voirie, eau et électricité, a effectivement vocation à être intégrée dans la zone UC.  Le classement en zone UC de la parcelle AE 85 est accepté.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>Observation de M DREGÉ qui demande que l'espace réservé sur la parcelle AE 108 soit supprimée afin de conserver l'accès à sa parcelle par le chemin Prébeau, passage nécessaire pour le labour d'hiver préalable au jardinage et le stockage du bois de chauffage.</i>	<i>« La commune a la volonté de marquer la transition entre le village et le hameau de Savoie au travers d'un traitement paysager qui se traduit par la définition d'emplacements réservés. Dans le cas présent, cet emplacement délimité sur l'ensemble de la largeur ne permettrait pas à son propriétaire d'y accéder comme il le fait aujourd'hui pour ses travaux de jardinage et de stockage du bois. Je pense qu'il serait opportun de maintenir l'emplacement réservé mais de laisser un droit de passage tant que cette parcelle n'est pas construite.</i>	L'emplacement réservé permet d'afficher un projet communal en l'espèce, un espace vert. Le propriétaire conserve son droit de propriété et donc l'accès jusqu'à la réalisation de l'opération qui ne pourra avoir lieu qu'après acquisition de l'espace par la commune. Dans ce cas la commune pourrait cependant laisser un droit de passage si la vocation de jardin potager, verger et stockage de bois est maintenue. En cas de construction de la parcelle hors emplacement réservé, il est bien entendu que l'accès se fera par la rue du hameau.  L'emplacement réservé est donc maintenu.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>Observation de Mr François LIONNET qui demande que ses parcelles AE 102 et 103 soient classées dans leur totalité en 1AUA (ce qui était prévu depuis 10 ans). Il regrette que le hameau de</i>	<i>« Ces parcelles ont été étudiées en tant que site intéressant à ouvrir à l'urbanisation en raison de la nature saine des terrains. Les rendre constructibles va</i>	Dans le cadre de la révision de son PLU, le Conseil Municipal a opté pour un développement de l'urbanisation dans la continuité du cœur de	Pour : 9  Contre : 3 + 2  Abstention : 0

<p><i>Savoie soit délaissé et pose la question des choix des zones 1AUA, exposées, selon lui, aux remontées de nappe.</i></p>	<p><i>toutefois à l'encontre des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable de « renforcer le cœur de village » et de limiter le développement des écarts (Savoie et Roche). De plus leur constructibilité présenterait la contrainte liée à la difficulté de mettre en place un maillage des voies, pourrait compromettre la préservation des circulations agricoles et nécessiterait de détruire de jeunes plantations (verger). »</i></p>	<p>village et pour la limitation du développement des hameaux. Le classement des dites parcelles en zone II AUA s'inscrit dans cette politique d'aménagement.</p> <p>Le classement en zone 2AUA des parcelles AE 102 et 103 est maintenu.</p>	
<p><i>Observation de Mme Marie Luce ZUBER-LIONNET qui s'interroge sur le fait que ces deux parcelles ne soient pas classées en zone 1AUA en prolongement de la parcelle constructible AE 101</i></p>	<p><i>« Le classement de cette zone en réserve foncière 2AUA permet de maintenir la constructibilité de ces parcelles et de planifier l'urbanisation dans le temps. Un schéma d'aménagement serait à prévoir afin de définir les conditions d'aménagement en termes de connexion et de maillage des voies de ce site. »</i></p>	<p>La parcelle 101, desservie par la voirie et l'eau est classée en zone constructible. Les parcelles 102 et 103 nécessitent une desserte interne pour pouvoir être constructibles et ne s'inscrivent pas dans les orientations du PADD, à savoir « renforcer le cœur du village » ; il semble donc opportun de maintenir le classement 2AUA pour la parcelle AE 101.</p>	<p>Pour : 10 + 1</p> <p>Contre : 2 + 1</p> <p>Abstention : 0</p>
<p><i>Observation de Mr Philippe LIONNET qui souhaiterait installer sur ces mêmes parcelles (AE 102 et 103), une usine d'assemblage de meubles contemporains.</i></p>	<p><i>Le développement des activités sur la commune de Moussey est possible dans la zone économique UY prévue à cet effet. La commune ne peut accéder à la demande de M. Philippe LIONNET, les parcelles AE102 et AE103 n'ayant pas vocation à accueillir le type d'activités qu'il souhaite créer.</i></p>	<p>Il existe dans la commune une zone économique dédiée à ce type d'activité. Les parcelles AE 102 et 103 n'ont pas vocation à recevoir ce type de construction.</p> <p>Le classement en zone 2AUA des parcelles AE 102 et 103 est maintenu.</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>
<p><i>Observation de La famille GILLOT-RICARD qui demande le prolongement de la zone constructible AE 88.</i></p>	<p><i>« Cette parcelle constructible sur une profondeur de 100 m environ, donne à son propriétaire la possibilité de construire « en double rideau ». Rendre sa parcelle constructible au-delà de cette</i></p>	<p>Ces parcelles sont classées en UC sur une profondeur d'environ 100 mètres ce qui offre de bonnes possibilités de constructions. Le classement en zone UC</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>

	<p>zone ne pourrait lui permettre de construire en troisième voir en quatrième ligne dans la mesure où le règlement l'interdit. »</p>	<p>du fond de ces parcelles ne permettrait pas une urbanisation cohérente de ce secteur et présenterait le risque de constructions en 3<sup>ème</sup> voir en 4<sup>ème</sup> ligne, ce qui par ailleurs est interdit par le règlement écrit.</p> <p>Le classement en zone A du fond de la parcelle AE 88 est maintenu.</p>	
<p>Observation de Mme Marie-Luce ZUBER-LIONNET qui s'étonne que la maison située sur la parcelle <b>AE82</b> ne soit pas répertoriée comme bâti à protéger.</p>	<p>« Il semblerait que cette habitation ait fait l'objet de plusieurs transformations depuis ses origines, perdant ainsi de son intérêt architectural traditionnel. Ne pas l'inclure dans le bâti à protéger peut ainsi s'expliquer, même si les dépendances quant à elles, présentent une structure à pans de bois et torchis, caractéristique du bâti champenois. Aujourd'hui, ces dépendances sont en mauvais état. »</p>	<p>La commission, considérant que le bâti n'a pas fait l'objet d'un repérage lors des travaux d'identification, ne souhaite pas donner suite à cette observation.</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>
<p>Observation de Mr Bernard BAZIN qui demande que ses parcelles <b>AE 23 et 24</b> soient constructibles en prolongement de la zone UC.</p>	<p>« Ces parcelles étant classées en zone humides par la D.R.E.A.L., elles ne peuvent être rendues constructibles. Notons par ailleurs la présence de deux sources qu'il convient de préserver. »</p>	<p>Ces parcelles sont en milieu humide avec la présence de deux sources, il convient donc de les préserver de toute urbanisation.</p> <p>Le classement en zone NP pour les parcelles AE 23 et 24 est maintenu.</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>
<p>Observation de Mr Claude DEGOIS, il demande que l'accès à sa propriété reste inchangé par rapport au POS (revoir le trait de délimitation de la zone UC sur la parcelle <b>B 59</b>)</p>	<p>« Il y a lieu d'accéder à cette demande, car il s'agit là d'un simple point de représentation graphique qui pourra être précisé (dixit le maire de Moussey). »</p>	<p>Il s'agit d'un simple point de représentation qui pourra être précisé.</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>

Le village de Moussey :

<i>Observation émise</i>	<i>Avis du Commissaire Enquêteur</i>	<i>Réponse de la commune</i>	<i>Vote</i>
<p><i>Observation de Mr Bernard BAZIN qui demande que ses parcelles AC 117 et AC 118 soient constructibles. Selon lui, ses parcelles ne sont pas davantage exposées aux risques de remontée de nappe que celles classées 1 AUA et 2 AUA et demande pour cela un complément d'information sur l'altitude des parcelles AC 117, AC 118 et 54.</i></p>	<p>« Après avoir étudié les différentes possibilités d'extension urbaine sur le principe d'un renforcement du cœur du village, le Conseil Municipal de Moussey n'a pas souhaité répertorier ces parcelles en zone constructible, car sujettes aux risques de remontées des eaux. Classées dans le POS en vigueur en zone agricole à caractère humide, ces parcelles en limite urbaine sont pour ces raisons maintenues en zone agricole. Elles sont par ailleurs exposées aux nuisances que pourraient amener les aménagements de la zone UL située à proximité. »</p>	<p><b>M. FARINE Bruno se retire et ne prend pas part au vote.</b></p> <p>Ces parcelles situées à la sortie du village sont dans le POS en vigueur classées en zone agricole à caractère humide.</p> <p>Ce zonage a été maintenu dans le cadre de la révision, d'autres espaces mieux situés, dans la continuité du cœur de village et permettant de meilleures connexions avec la voirie existante, sont dédiés à l'extension de l'urbanisation.</p> <p>Le classement en zone A des parcelles AC 117 et 118 est maintenu.</p>	<p>Pour : 11 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>
<p><i>Observation de Mr Bernard BAZIN qui s'oppose au classement de la parcelle AD 93 en zone naturelle. A l'époque, il dit l'avoir acheté en terre de culture de peuplier.</i></p>	<p>« Cette parcelle est, dans le POS en vigueur, classée en zone naturelle au titre des Espaces Boisés à Protéger. Elle a vocation à y demeurer. »</p>	<p>Le bois classé et le classement en zone N n'empêche pas l'exploitation du bois. Cette parcelle était déjà en Espace Boisé Classé dans le POS approuvé en 1991 et donc lors de l'acquisition par Mr BAZIN.</p> <p>Le classement en zone N de la parcelle AD 93 est maintenu.</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>



<p><i>Observation de Mr Yves TOURNEMEULLE qui estime que l'extension de la zone artisanale comme elle est prévue en zone 2AUY (parcelle ZC 20) constitue une enclave sur les terres agricoles et génère d'importants coûts de desserte et de viabilisation.</i></p> <p><i>Il considère également qu'inclure la parcelle ZB 45 dans la zone constructible permettrait de réduire les coûts de viabilisation de la voie Prébeau via la taxe d'aménagement.</i></p> <p><i>Mr Rémy LESSAFRE demande également à ce que cette parcelle ZB 45 soit classée en zone UC.</i></p>	<p><i>« Le Conseil Municipal de Moussey après avoir examiné les différentes possibilités d'extension de la zone d'activités, a opté pour le prolongement de la zone actuelle. En effet, ce choix permet de maintenir en un seul lieu les activités et de renforcer le pôle économique. Si d'autres choix pouvaient limiter les coûts de desserte par les réseaux et de viabilisation, ils présentaient d'autres problématiques relevées entre autres, par les autorités administratives. Une extension face à la zone existante aurait à titre d'exemple posé le problème de l'impact paysager en entrée de ville. »</i></p> <p><i>« Classer cette parcelle en zone constructible constituerait une enclave dans le territoire agricole et s'opposerait au choix du Conseil Municipal de ne pas étendre l'urbanisation au-delà du chemin Prébeau. Il n'y a pas lieu d'accéder à ces demandes »</i></p>	<p>La zone artisanale est occupée en totalité. Son extension, permettrait d'accueillir de nouvelles entreprises qui contribueraient à maintenir de l'activité dans la commune et donc des emplois. Le parti d'aménagement retenu a été celui d'un prolongement de la zone existante permettant une connexion à la voirie existante.</p> <p>Le classement en zone 2AUY de la parcelle ZC 20 est maintenu.</p> <p>Cette parcelle est située dans la zone agricole, en dehors du tissu urbain qui est bien délimité par le chemin Prébeau. Il n'est donc pas souhaitable de créer une enclave constructible dans la zone agricole.</p> <p>Le classement en zone A de la parcelle ZB 45 est maintenu.</p>	<p>Pour : 10 + 1</p> <p>Contre : 1</p> <p>Abstention : 1 + 1</p> <p>Pour : 10 + 2</p> <p>Contre : 1</p> <p>Abstention : 1</p>
<p><i>Observation de Mr Yves TOURNEMEULLE qui considère qu'il est risqué de concentrer la zone à urbaniser (Zone 1 AUA, Beaulurey sous les Vignes) sur un même site et sur deux familles, car cela pourrait compromettre à l'avenir la disponibilité de terrain constructible. De surcroît, la viabilisation pourrait devenir une véritable charge pour la commune.</i></p>	<p><i>« La zone à urbaniser 1 AUA correspond à des terrains situés dans la continuité du terrain existant favorisant un développement groupé dans une logique villageoise. Ce choix a été arrêté par le Conseil Municipal après étude des différentes possibilités d'extension de la zone à urbaniser et répond aux objectifs du PADD. Les principes d'aménagement définis dans l'OAP visent à favoriser une bonne desserte de cette zone en privilégiant des connexions à la trame viaire et aux réseaux existants.</i></p>	<p><b>M. FARINE Bruno se retire et ne prend pas part au vote.</b></p> <p>Le conseil Municipal a opté, après de nombreuses études, réflexions, réunions de commissions et autres pour un parti d'aménagement consistant à étoffer le cœur de village vers le sud-est dans le prolongement du bâti existant en assurant des connexions à la trame viaire existante.</p> <p>Ce parti d'aménagement, murement réfléchi s'inscrit dans une démarche de développement durable et cohérente du village.</p> <p>L'emplacement de la zone 1AUA est donc maintenu.</p>	<p>Pour : 10 + 2</p> <p>Contre : 1</p> <p>Abstention : 0</p>

Enfin Mr Yves TOURNEMEULE pense qu'il serait souhaitable de répertorier au PLU les canalisations des eaux pluviales en terrain privé comme énumérés dans son courrier, afin d'en assurer leur protection.	« Monsieur le Maire propose de porter sur le plan de réseau d'assainissement et dans les annexes sanitaires, les servitudes liées au réseau d'eau pluvial. »	Ce réseau sera reporté comme demandé dans les annexes sanitaires.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
Observation de Mr Rémy LESAFFRE qui demande que soit laissé à l'angle de sa parcelle (ZC 17) un décrochement de 28 mètres sur 15 afin de laisser libre une sortie possible pour les engins agricoles.	« Dans le but de permettre l'entretien et l'exploitation de ce bois, il y a lieu de faciliter l'accès à son propriétaire en lui accordant un espace approprié le long de la RD 25. »	Le projet de bois classé sera effectivement adapté afin de préserver un accès sur une profondeur de 28 mètres et de 15 mètres le long de la RD 25.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0

Le hameau de Roche :

<b>Observation émise</b>	<b>Avis du Commissaire Enquêteur</b>	<b>Réponse de la commune</b>	<b>Vote</b>
Observation de Mr Yves TOURNEMEULE qui considère que le déclassement de cette zone (2AUA, Beaulieu) n'est pas justifié et propose de revoir son classement en zone 1 AUA moins pénalisant pour le propriétaire.	« A travers les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, le Conseil Municipal a fait le choix de privilégier le développement du cœur du village et de limiter les écarts comme pour les hameaux de Roche et de Savoie.	Les parcelles objet de la demande sont dans le P.O.S avant révision, classé en zone UC. Elles constituent une unité foncière qui dispose d'une desserte en voirie, eau et électricité.	Pour : 9 + 1  Contre : 2 + 1  Abstention : 1
Observation de Mr Remy LESAFFRE qui est également opposé au déclassement des parcelles E 113, 58, 164, 162, 160, et 158, d'une dénomination P O S en UC à une dénomination P L U EN 2AUA.	L'importance de cette zone, classée dans le POS en vigueur en UC, tient au fait qu'elle a été délimitée avant le remembrement.  D'une surface de plus de 1'5 ha, elle représente un potentiel élevé en termes de capacité d'accueil et a nécessité par le fait une réflexion approfondie quant à son devenir. Son éloignement du centre du village, le problème d'accès aux équipements scolaires et aux services communaux ont été des points préoccupants pour la commission chargée du projet.	Cette unité foncière est contiguë au tissu urbanisé de Roche. Son classement en zone urbaine se justifie donc.  En conséquence le conseil municipal accepte la demande de maintien de classement en zone UC.	

<p>Mr Rémy LESAFFRE s'étonne également de ne pas avoir été informé de ce projet de dévalorisation.</p>	<p><i>De plus l'aménagement présente quelques difficultés compte tenu du grand dénivelé existant au niveau de l'ancienne carrière.</i></p> <p><i>Mais son déclassement se justifie essentiellement en raison de l'absence d'accès, des problèmes de sécurité et de nuisances liés à la RD444.</i></p> <p><i>Le classement de cette zone en réserve foncière 2AUA permet de maintenir la constructibilité du site en la différant dans le temps, et de se donner les moyens de réfléchir à des orientations d'aménagement pour l'organisation de ce site (accès de la zone, recul par rapport à la RD444). »</i></p> <p><i>« En réponse à Monsieur LESAFFRE qui exprime ne pas avoir été informé du projet, la commune a mené une phase de concertation qui a eu lieu du 12/01/2010 au 12/04/2012 correspondant à la période d'élaboration du projet, au cours de laquelle le public a été invité par voie de presse, bulletin municipal, affichage en mairie, à prendre connaissance d'un certain nombre de documents dont le PADD, et de consigner ses remarques sur un cahier prévu à cet effet (à partir du 24 janvier 2010). »</i></p>	<p>Concernant la non information du déclassement de ces parcelles, la commune a conduit les démarches et autres publicités et affichages prévus par le code de l'urbanisme et mis à disposition dans le cadre de la concertation plusieurs documents dont le PADD. Ce dernier, débattu en Conseil Municipal affichait les orientations en matière de développement communal.</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>
<p><i>Observation de Mr Rémy LESAFFRE qui demande à ce que les parcelles E 87 et 90 soient classées en zone NHB, ce qui permettrait de futures constructions dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble de la zone.</i></p> <p><i>Il demande également la justification du classement en 1AUW.</i></p>	<p><i>« En raison de leur caractère inondable, ces parcelles ont été classées en zone NP.</i></p> <p><i>Le classement 1 AUW est réservé à la zone d'activités du parc logistique. »</i></p>	<p>Ces parcelles présentent un caractère inondable et ont donc vocation à être classées en zone naturelle (NP).</p> <p>Le classement en 1AUW est le classement dédié à la zone d'activité du parc logistique.</p>	<p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p> <p>Pour : 12 + 2</p> <p>Contre : 0</p> <p>Abstention : 0</p>

• **EXAMEN DES OBSERVATIONS EMISES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES**

➤ *Courriers de M. le Préfet du 26 juillet 2012 puis du 3 octobre 2013 émettant un avis favorable au projet de P.L.U. sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessous à l'issue de l'enquête publique*

<b>Observations portant sur le rapport de présentation</b>		
<i>Observation émise</i>	<i>Réponse de la commune</i>	<i>Vote</i>
<i>« Il convient de modifier dans le rapport de présentation à la page 16 le nom du ministère de l'écologie qui s'appelle désormais le MEDDE »</i>	Le rapport de présentation est modifié comme demandé.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Il conviendra de modifier la rubrique nuisance sonores pour tenir compte des nouveaux arrêtés de classement des infrastructures de transports terrestres qui détermine l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit »</i>	Le rapport de présentation est modifié comme demandé	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Il convient de prendre en compte le nombre de communes adhérentes au 1<sup>er</sup> janvier 2012 à la communauté d'agglomération du Grand Troyes soit 17 communes. Cela implique également de mettre à jour le nombre de communes membres du SCOT de Troyes et qui n'appartiennent pas au Grand Troyes, soit 25 communes et non 31 comme indiqué. De plus le terme « schéma directeur » doit être remplacé par celui de SCOT »</i>	Le rapport de présentation est modifié comme demandé.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Il conviendrait d'inclure les objectifs issus du SCOT en matière de logement aidé, soit 15 à 20% dans l'offre globale dont 1 à 5% de locatifs sociaux. »</i>	Cet objectif du SCOT est un objectif territorialisé. Ainsi les chiffres édictés le sont pour l'ensemble des communes faisant partie des classes 3, 4 et 5. Il ne s'agit pas d'un objectif fixé en particulier pour la commune de Moussey et le SCOT ne demande pas aux documents d'urbanisme communaux de le traduire. Il n'y a	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0



	<p>donc pas lieu de le mentionner.</p> <p>Toutefois, afin de répondre à cette même orientation du SCOT : « exiger plus de diversité dans les formes d'habitat », le projet de PLU prévoit dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur Beaulurey-Sous les Vignes des zones d'habitat à densité renforcée afin de diversifier l'offre en logements et de faciliter la mixité sociale et générationnelle. La commune de Moussey participe ainsi à travers son PLU à l'objectif de diversité dans l'offre de logements et de mixité.</p>	
« Je vous invite à mentionner que Moussey est comprise dans l'aire géographique de l'appellation d'origine contrôlée (AOC) Chaource. »	Le rapport de présentation est complété comme demandé.	Pour : 12 + 2 Contre : 0 Abstention : 0
« La distinction de 2 zones naturelles comportant des constructions isolées à usage d'habitation (ancienne maison de garde barrière et château de Villebertin) NHA et NHB n'est pas réellement justifiée, une seule zone NH aurait pu convenir. »	La zone NHA est composée d'une seule maison isolée alors que la zone NHB est constituée d'ilots de construction composés de plusieurs bâtiments à vocation d'habitat et d'activités. La différenciation de ces deux zones a pour objectif de prendre en compte les particularités de ces deux zones au travers d'un règlement écrits différents et surtout adaptés à chacun des sites.	Pour : 12 + 2 Contre : 0 Abstention : 0
« Il conviendra de revoir la pagination du sommaire du rapport de présentation et de faire apparaître les représentations graphiques au format A4 pour les rendre plus lisibles »	Le rapport de présentation est modifié comme demandé.	Pour : 12 + 2 Contre : 0 Abstention : 0
<b>Observations portant sur le PADD</b>		
<b>Observation émise</b>	<b>Réponse de la commune</b>	<b>Vote</b>
« Sur le schéma de synthèse p 7 du PADD, le symbole « zone d'activités économiques à développer » existe bien pour les zones 1AUYC et 2AUYC mais	Le symbole « zones d'activités économiques à développer » apparaît sur la zone d'activité de l'Osière et sera donc décalé pour	Pour : 12 + 2 Contre : 0

<i>il n'apparaît pas pour la zone 2AUY contiguë à celle classée UY. Pour être en cohérence avec le règlement graphique il convient d'identifier cette zone par le symbole approprié. »</i>	être en cohérence avec le règlement graphique.	Abstention : 0
<i>« Il convient de mentionner les préconisations du SCOT en matière de zones d'activités à développer (zones 1AUYC et 2AUYC) »</i>	Les recommandations mentionnés dans votre courrier sont issus du Document d'Aménagement Commercial du SCoT avec lequel le PLU doit être en compatibilité. Toutefois ces recommandations n'ont pas à être inscrites au PADD. En revanche elles sont prises en considérations dans le règlement écrit ainsi que dans le rapport de présentation.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Afin d'assurer le maintien du corridor écologique (trame verte) entre la ZAC du parc logistique de l'Aube, l'autoroute et le développement éventuel de la zone d'activité de l'Osière (2AUY), il serait judicieux d'y ajouter le symbole (flèche verte à double sens) indiquant l'organisation d'une transition. »</i>	Ce principe a été retenu et transcrit au règlement graphique à travers une trame de plantation à réaliser le long de la zone 2AUY.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0



## Observations portant sur le règlement écrit

<i>Observation émise</i>	<i>Réponse de la commune</i>	<i>Vote</i>
<i>« Le service instructeur n'est pas en droit de réclamer l'acte notarié de servitude de passage de droit privé. Il convient donc de modifier la rédaction de ces articles : article 3 des zones UC, UY, 1AUA, 1AUW, A, NHA, NHB »</i>	La rédaction de cet article sera modifiée, le terme « produise » sera remplacé par celui de « dispose ».	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Il convient de rajouter véhicule de secours après véhicule de ramassage des ordures ménagères à l'article 3 de la zone UC »</i>	Le terme véhicule de secours sera ajouté.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Les articles 6 et 7 des zones UC et 1AUA fixe la distance d'implantations d'éoliennes par rapport aux limites séparatives et aux emprises publiques à 20 mètres. Au vu des règles imposées, il est nécessaire de disposer d'une parcelle de 1600 m<sup>2</sup> pour pouvoir installer un tel dispositif, ce qui constitue une mesure discriminatoire. Il convient de revoir les distances imposées et de permettre à chacun de disposer de telles installations. »</i>	Les mises à jour seront apportées.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Les termes SHOB et SHON utilisés en annexe aux pages 16 et 18 n'existent plus d'après le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, pris pour l'application de l'ordonnance n°2011-1539 du 16 novembre 2011 et précisé par la circulaire du 3 février 2012. Il convient désormais d'utiliser la référence de surface de plancher. »</i>	Les mises à jour seront apportées.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0
<i>« Le document fait référence à l'arrêté préfectoral n°02-873 A du 7 mars 2002, lequel est devenu obsolète. Il convient de faire référence aux dispositions prévues aux articles L.1334-5 à L.1334-12 et R.334-1 à R.334-13 du code de la santé publique. »</i>	Les mises à jour seront apportées.	Pour : 12 + 2  Contre : 0  Abstention : 0

En outre, suite à la demande du Bureau des Projets de Territoires Service Connaissance et Planification de la Direction Départementale des Territoires de l'Aube, par courrier en date du 17/06/2013, les nouvelles servitudes radioélectriques sont intégrés au plan n°2.

## **ARTICLE 2**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Aube et à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Bruno FARINE

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp is light blue and contains the text "MAIRE DE MOUSSEY" at the top and "AUBE (AUBE)" at the bottom, with a central emblem.

**Acte rendu exécutoire après  
dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du  
*Le Maire, Bruno FARINE***